



Le programme Aadhaar ("fondation en hindi): la plus vaste opération d'enregistrement multibiométrique du monde

Kamala Marius

► To cite this version:

Kamala Marius. Le programme Aadhaar ("fondation en hindi): la plus vaste opération d'enregistrement multibiométrique du monde. Images Economiques du Monde, Géopolitique, Géoeconomie,, 2018. hal-02570111

HAL Id: hal-02570111

<https://hal.science/hal-02570111>

Submitted on 11 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IMAGES ECONOMIQUE DU MONDE , 2018 , Géopolitique Géoéconomie, Armand Colin, pp.322-324

Inde : Le programme Aadhaar (« fondation » en hindi) : la plus vaste opération d'enregistrement multibiométrique du monde

Kamala MARIUS

Lancé en septembre 2010 sous le gouvernement dirigé par le parti du Congrès, le programme Aadhaar permet d'offrir une existence officielle à plus d'un milliard d'Indiens qui, faute de carte d'identité, restaient invisibles à l'administration, et donc exclus des nombreux programmes d'aide sociale. Certes, les cartes de rationnement (*ration cards*), faisant depuis longtemps, office de carte d'identité permettaient d'obtenir des produits alimentaires et non alimentaires subventionnés. Cependant elles étaient rattachées à la commune d'origine, sans portabilité possible et faisaient l'objet de beaucoup de fraudes. On estimait à 30 à 40 % de pertes sur les subventions publiques évaluées à 45 Md\$ par an pour les 400 millions de bénéficiaires vivant officiellement sous le seuil de pauvreté. Dans un pays avec une administration pléthorique où la corruption reste importante, l'argent atterrissait souvent dans les poches des intermédiaires.

Pour mener à bien le projet colossal d'identification de tous les Indiens, le gouvernement indien a créé une agence d'Etat, la [Unique Identification Authority of India \(UIDAI\)](#) avec comme premier président (jusqu'à l'arrivée du gouvernement nationaliste), Nandan Nikelani cofondateur du géant de l'informatique indien Infosys, qui va s'imposer pour passer outre les légendaires pesanteurs de l'administration indienne. Nikelani avait même réussi à convaincre le premier ministre Narendra Modi, très critique contre Aadhaar durant la campagne électorale de 2014, de poursuivre le projet. Arrivés au pouvoir en 2014, les nouveaux dirigeants du pays vont même renforcer l'opération au nom de la lutte contre la corruption et la fraude.

Le groupe français (Safran-Morpho) retenu par l'UIDAI, fournit les scanners biométriques destinés à l'enregistrement des données, mais aussi la technologie de "dédoublonnage" qui permet de vérifier qu'un individu n'est pas déjà enregistré sous un autre numéro. Ce système d'une complexité inouïe, capable de répondre à un million de requêtes par jour, 24h sur 24 et 7 jours sur 7, a permis l'enregistrement biométrique de 17% de la population mondiale, soit près d'1,1 milliards d'habitants en moins de 7 ans ! Il attribue ainsi à chaque citoyen un numéro d'identification unique et sécurisé à douze chiffres, associé à trois de ses données biométriques : les 10 empreintes digitales, les 2 empreintes rétiniennes et la photo du visage. Les bébés reçoivent un numéro indépendant rattaché à la carte des parents jusqu'à l'âge de 5 ans, pour ensuite se plier à une mise à jour biométrique jusqu'à l'âge de 15 ans. Bien qu'Aadhaar était initialement prévu pour le transfert direct de prestations (DBT) des 92 programmes centralisés par 19 ministères, - le montant de la subvention est versé directement sur le compte bancaire du bénéficiaire -, la nouvelle majorité nationaliste hindoue du BJP a étendu les usages de l'Aadhaar pour transformer cet outil de reconnaissance en un vrai « passeport » de la vie quotidienne indienne :

depuis l'ouverture d'une ligne téléphonique, de l'obtention d'une bourse, d'une carte d'embarquement à la déclaration de ses impôts, en passant surtout par la création d'un compte en banque, le numéro Aadhaar devient indispensable. Dans ce dernier cas, l'Aadhaar permet en prime d'utiliser le paiement bancaire par biométrie pour réduire le recours au liquide, qui représente encore plus de 90 % des transactions dans le pays. Ce programme Aadhaar qui à terme donnera une identité à 1,3 milliard de citoyens indiens, se poursuit déjà grâce à la mise en place d'une plateforme [IndiaStack](#) qui permet de passer aux applications concrètes en utilisant ces données d'identification pour créer des services. Un compte bancaire peut ainsi être créé de manière sécurisée et rapide. Afin de convaincre les Indiens de se défaire, au moins temporairement, de leur dépendance aux billets et au nom de la lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent, et en les obligeant à avoir un compte bancaire, Narendra Modi a démonétisé en novembre 2016, les principales coupures de 500 Rs (7,5 euros) et 1000 Rs (15 euros) pour les remplacer par de nouveaux billets de 500 et 2000 Rs (30 euros), sachant que 9 transactions sur 10 effectuées avec les 700 millions de cartes bancaires en circulation servent à retirer en priorité du liquide.

Malgré ses bienfaits et une réduction de la corruption (de l'ordre de 4 à 5 milliards selon les autorités gouvernementales) reconnus par la grande majorité des citoyens indiens, le programme Aadhaar suscite de nombreuses critiques. Avec le regroupement de ces données biométriques et identitaires, n'y a-t-il pas un risque de fichage de la population, se sont interrogés la société civile et les partis d'opposition? Même si la publication d'informations personnelles identifiables « sauf autorisation de la personne concernée » est interdite par la section 29 de l'Aadhaar Act de 2016, c'est globalement l'absence de « prise en compte appropriée des mesures de sécurité des données » que dénonce l'ONG CIS (*center of internet and society*) . En effet, CIS s'est penchée sur quatre jeux de données disponibles publiquement, notamment via des sites Web des programmes gouvernementaux liés aux retraites et à l'emploi rural. Elle estime ainsi à plus de 130 millions le nombre de numéros Aadhaar publiquement accessibles, et à environ 100 millions, ceux pour lesquels des coordonnées bancaires sont également disponibles. En permettant le partage de données même par des entreprises privées, Aadhaar rendrait tous les citoyens vulnérables au vol d'identité, à la fraude, à la cyber-piraterie et à d'autres utilisations frauduleuses de leurs données personnelles avec des implications de sécurité très sérieuses.

Le gouvernement nationaliste avait d'ailleurs évité de soumettre le projet à la Chambre Haute où le parti au pouvoir, le BJP, n'est pas majoritaire, en décrétant le texte comme un projet de nature financière. En cause, l'article 33 du texte qui stipule que les informations peuvent être utilisées "*dans l'intérêt de la sécurité nationale*"; or, il n'existe pas en Inde d'autorité de contrôle telle que la CNIL en France.

Comment s'assurer que la plus grande base de données biométriques au monde est sécurisée, dans un pays où les lois sur la protection de la vie privée et le système de justice pénale sont défaillants ?

